

national du l'énergie

En effet, des activités telles que l'assurance, la banque, le transport, la formation, la santé, l'immobilier, l'agriculture, l'aviation, les ports, la maintenance, l'hôtellerie, le fret, la téléphonie, la culture, les loisirs, les mines (hors hydrocarbures), l'urbanisme... nuisent substantiellement à sa gestion. De simples contrats de prestation de services ou des partenariats minoritaires, lorsque cela s'impose, suffisent à régler ces problèmes d'interfaces à moindre coût et surtout dans la transparence. En effet, des conventions avec les universités et autres centres de recherche doivent suffire à résoudre l'équation formation-recherche-développement pour ses propres besoins. Les prochaines décisions structurantes que devra prendre le binôme actuel, nous édifiera sur l'option retenue par les décideurs réels, pour le devenir de cette entreprise vitale pour le pays. La mettre à l'abri de la prédation tous azimuts qu'elle subit depuis des années, perpétrée par les différents pouvoirs, ou la préserver des clans qui se disputent la rente... Telle est la question shakespearienne que nous devons nous poser, le reste (les nominations) nous paraît subsidiaire.

M. G.

(m.goumiri@live.fr)

(*) Association des universitaires algériens pour la promotion des études de sécurité nationale.

(1) Rencontré lors d'une conférence qu'il a donnée et où je remplissais le rôle de modérateur, j'avais annoncé à N. Cherouati sa probable nomination à la tête de Sonatrach «après le rejet de toutes candidatures proposées», lui faisant bien comprendre qu'il était chargé de gérer une phase de «transmission de relais» et qu'il avait donc tout intérêt à ne pas se prendre au sérieux et «à négocier, au mieux de ses intérêts, sa prochaine destination».

(2) A. Zerguine n'a pas eu le temps de «chauffer le siège» de son poste de PDG de Samco, filiale Sonatrach à Lugano (Suisse), puisqu'il a été rappelé à Alger, en moins de six mois. Il faut espérer pour lui qu'il a eu la bonne intelligence de négocier un retour «en douceur pour lui (salaires) et sa famille» car tel que c'est parti, son arrivée présage déjà son départ à court terme.

(3) Pour mémoire, il faut se rappeler que C. Khelil, alors ministre, avait violem-



Siège de la Sonatrach.

ment attaqué avec «l'aide technique d'experts américains et européens», l'idée même d'une organisation des pays exportateurs du gaz.

(4) Le fait de qualifier de «rumeurs» son limogeage, 24 heures avant son remplacement et de déclarer qu'il «dérangeait des personnes et des intérêts» nous démontre clairement qu'il n'a pas compris le rôle qu'attendaient de lui ceux qui l'ont désigné, à savoir continuer à les servir avant tout autre chose.

(5) Il faut souligner à cet endroit l'implication des entreprises étrangères dans certains dossiers. Elles ont anticipé des suites préjudicielles et font actuellement des pressions et des chantages (départ).

(6) A plusieurs reprises, des ministres ont été en même temps PDG de la Sonatrach ce qui leur conférait un droit de contrôle... sur leurs propres décisions ! En langage populaire ont dit «le joueur c'est H'mida et son contrôleur c'est H'mida».

(7) Je n'ai pas abordé le volet politique du dossier qui consiste à se poser la question sur consensus politique autour de la stratégie du secteur à moyen et long terme ? S'agissant d'un élément crucial qui structure toute la vie de notre pays, un débat, le plus large possible, nous semble primordial.

(8) Voir à cet endroit l'évolution significative de la balance des services, de la balance des paiements.

(9) H. Temmar, ministre de la Prospective et des Statistiques, vient d'afficher dignement son «mea-culpa» en recon-

naissant que «la cohérence a souvent fait défaut» dans les politiques publiques qu'il a mises en œuvre, prédisant le pire pour notre pays si «les prix des hydrocarbures passent sous la barre de 90 \$ US». Son département ministériel portera à la cohérence et à l'intersectorialité l'essentiel de l'activité.

Cet universitaire brillant ne pouvait quitter le pouvoir lors du départ du président, sans laisser, pour la postérité, son testament, après sa «descente aux galères» en se «fourvoyant avec ce Gouvernement».

(10) Lors du premier mandat du président actuel, «ses économistes patentés» nous avaient servi dans l'euphorie du moment une «liste de projets» devant servir de socle économique de la campagne présidentielle. La lecture attentive du document nous démontre qu'il n'y a aucune cohérence globale ni de logiques intersectorielles et encore moins de synergies des différentes politiques arrêtées. Ce document a en fait servi à une seule chose, c'est d'emprisonner les trois partis de l'«Alliance présidentielle», dans un «corsage économique et social non négociable».

(11) Une formidable demande solvable en biens et services de notre économie aurait dû entraîner une croissance économique «à deux pieds» ; or, elle a fait le

bonheur et la croissance des entreprises... étrangères !

(12) Les décrets n° 81-92 du 9 mai 1981, n° 90-327 du 27 octobre 1990 et n° 21 du 19 avril 1995 définissent dans le détail les missions du CNE.

(13) L'après-pétrole est souvent évoqué avec «romantisme» par les détenteurs actuels du pouvoir comme pour mieux se convaincre qu'ils ne sont pas concernés par ce problème puisqu'il intéresse les futures générations. Seule l'évaluation des réserves en hydrocarbures qui doit, obligatoirement, couvrir la période durant laquelle ils sont au pouvoir est une donnée vitale. C'est, en quelque sorte, «après moi le déluge !», traduit en langage populaire : «Que ma tête soit sauve !»

(14) Même dans leur attitude, des dirigeants et des travailleurs du secteur considèrent que c'est eux qui portent sur leurs seules épaules les destinées du pays, puisqu'ils ramènent les devises !

(15) Le gouverneur de la BA se contente de rappeler la réglementation lors des AGO, alors qu'il a le devoir d'appliquer la loi et les textes réglementaires. Il devra donc forcément rendre des comptes, un jour prochain, sur son attitude.

(16) Le Conseil national de restructuration des entreprises, sous l'autorité du ministre de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement, a mené l'opération, aidé en cela par l'aile gauchiste au sein du FLN.

(17) La construction d'une entreprise dont la masse critique soit crédible au niveau de la concurrence internationale.

(18) Cette restructuration a imposé la Sonatrach par la création d'entreprises-avortons comme Naftal, Naftec, Gtp, Enmpt, Enep, Enpc, BRC... et bien d'autres filiales.

(19) La Sonatrach a perdu beaucoup de ces cadres font le bonheur des multinationales étrangères qui ont organisé leur récupération.

(20) Cette réflexion de reconstruction de holding vaut également pour les autres entreprises, telles que la Sonelgaz, la SNS ou la Sonacome...

(21) C'est pour cela que les coûts d'extraction de la Sonatrach sont les secrets les mieux gardés en Algérie !

Ainsi, tous les membres du CNE doivent assumer les décisions prises «en leur âme et conscience» et pour la postérité.

Publicité



COMMUNIQUÉ

La grande famille footballistique de l'opérateur étoilé s'agrandit
Nedjma, nouveau Sponsor Officiel de l'USM El Harrach et du CS Constantine

Alger, le 27 novembre 2011

Nedjma a signé un contrat de sponsoring avec l'Union Sportive de la Médina d'El Harrach (USMH) et le Club Sportif de Constantine (CSC) portant ainsi à dix (10) le nombre de clubs sponsorisés par l'opérateur. Les contrats de sponsoring ont été paraphés par MM. Joseph Ged, Directeur Général de Nedjma, et Mohamed El Aieb, Président du Conseil d'Administration de la Société Sportive par Actions-USM El Harrach (SSPA-USMH), et Yassine Fersadou, Président du Conseil d'Administration de la Société Sportive par Actions-CS Constantine (SSPA-CSC).

Avec ces deux nouveaux contrats de sponsoring, l'USM El Harrach et le CS Constantine rejoignent la famille des clubs de football sponsorisés par Nedjma, la plus grande sur la scène sportive nationale et qui compte, outre l'équipe nationale, la JS Kabylie, le CR Belouizdad, la JSM Béjaïa, le MC Oran, le CA Bordj Bou Arréridj, le MC El Eulma, l'USM Annaba et l'ASO Chlef.

A cette occasion, M. Joseph Ged, Directeur Général de Nedjma, a déclaré :

«Nous sommes ravis d'accueillir au sein de la grande famille de clubs de football que nous sponsorisons, l'USM El Harrach et le CS Constantine, deux des plus anciens clubs de football d'Algérie. En tant que sponsor officiel, Nedjma s'engage à apporter son soutien à ces illustres clubs au parcours jalonné de victoires. L'USM El Harrach a été champion d'Algérie en 1998 et deux fois vainqueur de la Coupe d'Algérie en 1974 et 1987. Et le CS Constantine fut champion d'Algérie en 1997 et champion d'Algérie de Division 2 en 2011. J'espère que ce partenariat sera fructueux pour Nedjma et les deux clubs auxquels je souhaite beaucoup de succès dans les prochaines compétitions.»

Pour sa part, M. Mohamed El Aieb, Président du Conseil d'Administration de la SSPA-USMH, a affirmé : «Nous sommes honorés de sceller ce contrat de sponsoring avec Nedjma, dont la contribution sincère à l'essor du football national n'est plus à démontrer. Ce partenariat sera, sans doute, d'un apport très positif pour l'USMH et donnera

une dynamique nouvelle à l'équipe. Nous sommes fiers de faire partie de la grande famille des clubs sponsorisés par Nedjma.»

De son côté, Yassine Fersadou, Président du Conseil d'Administration de la SSPA-CS Constantine, a souligné : «Nous sommes heureux de ce nouveau partenariat avec Nedjma, l'un des principaux alliés du football national. Cette alliance avec l'opérateur étoilé contribuera certainement à rehausser davantage l'image de notre club et participera grandement à son évolution future.»

A l'instar des autres clubs de football sponsorisés par Nedjma, l'USM El Harrach et le CS Constantine recevront chacun un bus luxueux habillé aux couleurs de leur équipe respective.

Pour rappel, Nedjma est également le sponsor officiel de la Fédération Algérienne de Football (FAF) et de la Coupe d'Algérie.

Le Département des Relations Publiques

Nedjma

